RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1996 B 16686
Numéro SIREN : 410 204 390
Nom ou dénomination : ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS

Ce dépôt a été enregistré le 23/05/2017 sous le numéro de dépôt 50504

1705057101

DATE DEPOT : 2017-05-23

NUMERO DE DEPOT : 2017R050504

N° GESTION : 1996B16686

N° SIREN : 410204390

DENOMINATION : ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS

ADRESSE : 3 ave Hoche 75008 PARIS

DATE D'ACTE : 2017/05/17

TYPE D'ACTE : ACTE SOUS SEING PRIVE

NATURE D'ACTE : PROJET DE FUSION

AO du 17.05.2017 a R

96 B 16686

Greffe du tribunal de commerce de Paris
Acte déposé le :
23 MAI 2017
Sous le N° : 50509

TRAITE DE FUSION

Entre les soussignés :

ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS,
Agissant en qualité de société de gestion au nom et pour le compte du FCP «ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES»,
Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 4.324.048 euros,
Dont le siège social est 3 avenue Hoche - 75008 PARIS,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n°410 204 390
Représentée par Monsieur Stéphane CORSALETTI, en sa qualité de Président du Directoire, habilité à cet effet,

D'UNE PART,

ET

NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE
Société d'investissement à capital variable, de droit français, au capital initial de 8.302.748 euros,
Dont le siège social est 3 avenue Hoche - 75008 PARIS,
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le n°542 083 092.
Représentée aux fins des présentes par Monsieur Laurent BOUIN, Directeur Général, dûment habilitée à cet effet,

D'AUTRE PART

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

(A) **Le FCP absorbant ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES** a les caractéristiques suivantes :

1. Le FCP (Fonds Commun de Placement) a été créé le 17 novembre 2003 pour une durée de 99 ans;

2. Le FCP n'est pas doté de la personnalité juridique. Il émet des parts.

3. Le FCP est un OPCVM classifié parmi les OPC «Diversifié» ;

4. Le FCP a pour objectif de gestion d'offrir une performance supérieure à celle de l'indicateur de référence composite 50% MSCI Daily Net TR World Euro + 25% BofA Merrill Lynch 1-10 years euro govemment bonds + 25% Eonia capitalisé, sur la durée de placement recommandé. Ces indices sont calculés dividendes et coupons réinvestis.

5. Le FCP émet quatre parts :
   - Parts C : FR0010362863 dont le résultat net et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés ;
   - Parts D : FR0013251238 dont le résultat net est distribué et les plus-values nettes réalisées sont capitalisées ;

- Part F : FR0013063914 dont le résultat net et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés ;

- Part I : FR0013219102 dont le résultat net et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés.

6. Son exercice social expire la dernière valeur liquidative du mois de septembre de chaque année;

7. La fonction de dépositaire est exercée par CACEIS Bank dont le siège social est situé 1-3, place Valhubert, 75013 PARIS ;

8. La fonction de commissaire aux comptes est exercée par le cabinet MAZARS.dont le siége social est Tour Exaltis – 61 rue Henri Regnault, 92075 La Défense.

(B) **La SICAV absorbée NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE** a les caractéristiques suivantes :

1. Elle a été créée le 2 mai 1970 sous la forme d'une Société d'investissement à capital variable (SICAV), pour une durée de 99 ans ;

2. Elle est immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 542 083 092 ;

3. La SICAV est dotée d'une personnalité juridique émettant des actions ;

4. Elle est OPCVM, classifiée parmi les OPC « Diversifié » ;

5. L'objectif de la SICAV est d'offrir une performance supérieure à celle de l'indice de référence Eonia capitalisé + 5 %sur la durée de placement recommandée, grâce à une diversification des instruments financiers utilisés.

6. La SICAV émet trois catégories d'actions :

   - Actions C : FR0010362871 dont le résultat net et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés ;
   - Action D : FR0010362889 dont le résultat net est distribué et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés ;
   - Action F : FR0013063823 dont le résultat net et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés

7. Son exercice social expire la dernière valeur liquidative du mois de décembre de chaque année ;

8. La fonction de dépositaire est exercée par CACEIS Bank dont le siège social est situé 1-3, place Valhubert, 75013 PARIS

9. La fonction de commissaire aux comptes est exercée MAZARS dont le siége social est au 61, Rue Henri Regnault – 92075 Paris la Défense Cedex.

(C) Description des liens existants entre le FCP absorbant et la SICAV absorbée :

Pour le FCP absorbant et la SICAV absorbée, le gestionnaire financier est ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS et le gestionnaire administratif et comptable est CACEIS Fund Administration.

Les principales caractéristiques juridiques de la société de gestion sont les suivantes :

- Elle a comme numéro d'immatriculation 410 204 390 RCS PARIS ;
- Son siège social est 3 Avenue Hoche à Paris (75008) ;
- Son capital social s'élève à 4.324.048 euros.

(D) En tant que de besoin, il est précisé que les organes de gestion des Parties, à savoir le Conseil d'Administration de la SICAV NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE et le Directoire de ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS pour le compte du FCP ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES ont autorisé la signature du Traité et en ont approuvé les modalités lors de leurs réunions respectives.

(E) En tant que de besoin, il est précisé que l'opération est soumise aux dispositions du code de commerce, du code monétaire et financier et du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers relatives aux OPC. Cette opération de fusion est soumise à l'agrément de l'Autorité des Marchés Financiers.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

1. <u>Apport à titre de fusion - Propriété et jouissance – Dissolution de la SICAV absorbée</u>

1.1. Aux termes du présent projet de fusion (le « Traité ») et sous réserve de la réalisation des conditions suspensives visées à l'article 4.1 ci-après, la SICAV absorbée fait apport à titre de fusion au FCP absorbant, sous les garanties ordinaires et de droit et sous celles stipulées au Traité, de l'intégralité de son actif, à charge pour le FCP absorbant de supporter la totalité du passif de la SICAV absorbée sans que cette substitution emporte novation à l'égard des créanciers de la SICAV absorbée.

1.2. La Fusion constituant une transmission à titre universel de l'intégralité du patrimoine de la SICAV absorbée, l'ensemble des droits et valeurs de la SICAV absorbée, et notamment le droit de transmettre à ses actionnaires les crédits d'impôt détenus par la SICAV absorbée, y compris ceux qui auraient été omis, soit aux présentes, soit dans la comptabilité, seront intégralement transférés au FCP absorbant à la date de la réalisation définitive de la Fusion telle qu'indiquée à l'article 4.2 ci-après (la «Date de Réalisation Définitive de la Fusion»), dans l'état dans lequel ils se trouveront alors, sans exception ni réserve.
Le FCP absorbant aura ainsi la propriété de ces droits et valeurs, à compter de la date de Réalisation Définitive de la Fusion.
Il est précisé que toutes les opérations actives et passives qui auraient été conclues entre date de la publication du projet de fusion et la Date de Réalisation Définitive de la Fusion seront considérées comme ayant été faites pour le compte exclusif du FCP absorbant.

1.3. Du fait de la dévolution de l'ensemble du patrimoine de la SICAV absorbée au FCP absorbant, lequel les reprend intégralement :

a. La SICAV absorbée se trouvera dissoute de plein droit par le seul fait de la levée des conditions suspensives prévues á l'article 4.1 ci-aprés et de la réalisation définitive de la Fusion ;
b. La dissolution de la SICAV absorbée ne sera suivie d'aucune opération de liquidation.

1.4. Les actions C, D et F de la SICAV absorbée seront échangées contre des parts C, D et F du FCP absorbant au prorata des actions que détenaient les actionnaires dans la SICAV.

2. Motifs de la fusion

Dans le cadre de la réorganisation de la gamme des OPC promus par ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS et pour apporter une meilleure lisibilité á la gamme des OPC, il a été décidé de rapprocher la SICAV NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE du FCP ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES.

Ce rapprochement prend la forme d'une fusion/absorption de la SICAV NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE par le FCP ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES.

3. Méthode d'évaluation retenue

3.1 Estimation des actifs nets des OPC - Valeurs liquidatives de référence

Pour établir les conditions de l'opération, il a été décidé dans un premier temps de procéder á l'estimation des actifs nets de la SICAV absorbée et du FCP absorbant, selon des régles identiques applicables aux deux OPC sous le contrôle des Commissaires aux Comptes, au jour fixé par le Directoire d'ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS pour le FCP absorbant et par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la SICAV absorbante, pour le calcul des valeurs liquidatives des actions de la SICAV absorbée et des parts du FCP absorbant qui est effectué quotidiennement pour les deux OPC.

Cette estimation sera effectuée le même jour pour les deux OPC aprés tenue de la Bourse de Paris dans les conditions prévues par le réglement du FCP et les statuts de la SICAV.

La Date de Réalisation Définitive de la Fusion est fixée le 07/09/2017 sur la base des valeurs liquidatives des actions de la SICAV absorbée et des parts du FCP absorbant datées du 06/09/2017 calculées le 07/09/2017.

Il est précisé que ce contrôle des valeurs liquidatives dispensera les commissaires aux comptes d'auditer les comptes de la période écoulée entre la date de la publication du projet de fusion et la date effective de réalisation de la Fusion.

3.2 Désignation des éléments d'actif apportés - Passif pris en charge

Sous réserve du respect des engagements et conditions stipulés aux articles 4 et 5 ci-aprés, la SICAV absorbée apporte au FCP absorbant la totalité des éléments composant l'actif et le passif de son patrimoine ou qui en seraient la représentation.

En tant que de besoin, il est rappelé que l'apport réalisé au titre de la Fusion constitue une transmission à titre universel de l'ensemble du patrimoine de la SICAV absorbée, sans exception, qui sera entiérement dévolu au FCP absorbant dans l'état où il se trouvera à la Date de Réalisation Définitive de la Fusion, et qu'en conséquence, les résultats de toutes les opérations actives et passives réalisées par la SICAV absorbée, depuis la date de la publication de l'avis de fusion jusqu'à la Date de Réalisation Définitive de la Fusion, seront exclusivement au profit ou à la charge du FCP absorbant.

3.3 Rémunération des apports et augmentation de l'actif du FCP absorbant

3.3.1 Rapport d'échange des droits sociaux

Le FCP absorbant ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES émet des parts C, F, et I de capitalisation, et une part D dont le résultat net est distribué et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés.

La SICAV absorbée NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE émet des actions C, et F de capitalisation et des actions D dont le résultat net est distribué et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés.

Parité d'échange

Afin de faciliter les opérations d'échange de droits, les Parties ont convenu de retenir la parité d'échange déterminée par le rapport suivant :

$$\text{Parité d'échange} = \frac{\text{Valeur liquidative de l'action de la SICAV NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE}}{\text{Valeur liquidative de la part du FCP ABN AMRO Total Retum Global Equities}}$$

Compte tenu de la décimalisation du FCP absorbant, exprimée en dix-millièmes, et de la parité déterminée ci-dessus, les actionnaires de la SICAV absorbée obtiendront lors de l'échange une part et/ou fraction de part du FCP absorbant pour un montant exactement identique à la valeur des actions représentant le montant de leur capital, évalué au jour de la Fusion. Toutefois, si les actionnaires de la SICAV absorbée le souhaitent, ils pourront compléter leur apport pour recevoir un nombre entier de parts du FCP absorbant ou être crédités du montant en euros correspondant à la soulte.

3.3.2 Possibilité de rachat sans frais

Conformément á l'article 422-103 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, les actionnaires de la SICAV absorbée et les porteurs du FCP absorbant peuvent obtenir sans frais le rachat de leurs parts ou actions dans un délai de trente jours calendaires á compter de la date á laquelle ils ont été informés de la fusion.

3.4 Nombre de parts du FCP absorbant – Augmentation de l'actif du FCP absorbant

L'augmentation de l'actif net du FCP absorbant correspondra á la somme des actions de la SICAV absorbée échangées sur la base des parités d'échange déterminées au paragraphe 3.3.1, selon les rapports ci-dessous:

Nombre de parts à créer :

Actif net de la SICAV absorbée / Valeur liquidative initiale de la part du FCP absorbant = Parité d'échange

A compter de la Date de Réalisation Définitive de la Fusion, le FCP absorbant émettra immédiatement le nombre de parts destinées à être remises aux actionnaires titulaires d'actions de la SICAV absorbée, conformément aux parités d'échange déterminées au paragraphe 3.3.1 et en rémunération de l'apport de la SICAV absorbée.
Les parts nouvellement créées par le FCP absorbant et attribuées aux actionnaires de la SICAV absorbée :

(A) porteront jouissance à compter de la Date de Réalisation Définitive de la Fusion
(B) seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des organes du FCP absorbant.

4 Réalisation définitive de la Fusion

4.1 Conditions suspensives

La Fusion ne deviendra définitive que sous réserve, et du seul fait, de l'obtention de l'agrément par l'Autorité des marchés financiers et de l'accord des actionnaires de la SICAV absorbée réunis en assemblée générale extraordinaire.

4.2 Date de réalisation de la Fusion

4.2.1 Prise d'effet de la fusion

La Date de Réalisation Définitive de la Fusion est fixée au 07/09/2017.
Si l'ensemble des conditions visées à l'article 4.1 ci-dessus n'est pas réalisé avant la Date de Réalisation Définitive de la Fusion, le projet de Fusion sera considéré comme caduc et les Parties seront dégagées de toute obligation au titre du Traité.

4.2.2 Suspension des souscriptions et des rachats

Conformément aux dispositions de l'article 422-103 du réglement général de l'Autorité des marchés financiers, le conseil d'administration de la SICAV absorbée et le Directoire d'ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS pour le FCP absorbant ont décidé de suspendre les souscriptions et les rachats sur la SICAV absorbée à compter du 04/09/2017 aprés 17h30 et jusqu'à la prise d'effet de l'opération de fusion soit, le 07/09/2017.

5 Déclarations et engagements des Parties

La Fusion sera réalisée sous les charges, garanties et conditions ordinaires, de droit et de fait, mais également sous celles stipulées ci-aprés :

5.1. Déclarations des Parties – Période Intercalaire

5.1.1 Le Président du Directoire d'ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS agissant es qualités, déclare qu'à compter de la date de signature du projet de Traité et jusqu'à la Date de Réalisation Définitive de la Fusion, la SICAV absorbée:

(A) est et restera une Société d'Investissement à Capital Variable qui a son siège social réel en France ;
(B) exerce et continuera d'exercer son activité en conformité avec les lois, règlements et usages en vigueur ;
(C) dispose et disposera de l'ensemble des autorisations nécessaires à l'effet de poursuivre ses activités telles que conduites à la date de signature du Traité ;
(D) n'a contracté et ne contractera aucune interdiction sous quelque forme que ce soit ni aucune clause de non-concurrence vis-à-vis de quiconque ;
(E) n'a connaissance d'aucune poursuite en cours ou susceptible de survenir (à défaut, elle en informera le FCP absorbant dans les meilleurs délais) concernant les droits et valeurs objet de l'apport, ou susceptible d'entraver son activité ;
(F) est et restera à jour de ses impôts et cotisations exigibles se rapportant à l'exploitation de ses activités.

5.1.2 Le Président du Directoire d'ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS pour le compte du FCP ABN AMRO TOTAL RETURN GLOABL EQUITIES a pris connaissance et a été pleinement informé de la situation active et passive de la SICAV absorbée.

5.1.3 En outre, les Parties certifient et garantissent, chacune en ce qui la concerne, que :

(A) elles ont la pleine capacité juridique ;
(B) elles sont régulièrement constituées, ne font l'objet d'aucune action en nullité et ne se trouvent dans aucun des cas de dissolution anticipée prévu par la loi ;
(C) à compter de la date de signature du projet de Traité et jusqu'à la Date de Réalisation Définitive de la Fusion, sauf accord préalable de l'autre Partie, elles n'accompliront aucune opération dépassant la limite d'une gestion courante et normale (en dehors de l'exécution du Traité).

5.2 Engagements du FCP absorbant tenant aux actifs et passifs repris

Le FCP absorbant, à la Date de Réalisation Définitive de la Fusion :

(A) prendra les biens et droits apportés dans l'état où ils se trouveront alors, sans pouvoir exercer aucun recours contre la SICAV absorbée, pour quelque cause que ce soit ;

(B) sera substitué purement et simplement dans les charges et conditions inhérentes aux droits apportés et, de ce fait, à compter de cette date :

1. supportera les charges de toute nature, auxquels lesdits droits pourront être assujettis ;

2. satisfera à toutes les obligations auxquelles la propriété et l'exploitation desdits droits pourront donner lieu ;

(C) sera subrogé dans le bénéfice et les charges de tous contrats, marchés, concessions de licences, engagements et conventions quelconques passés par la SICAV absorbée et existante alors, comme de toutes concessions, autorisations ou permissions administratives se rapportant aux droits apportés (à cet effet, au cas où la transmission de certains contrats

serait subordonnée à accord, autorisation ou agrément d'un cocontractant ou tiers quelconque, la SICAV absorbée sollicitera en temps utile et en justifiera au FCP absorbant) ;

(D) aura à compter de la Date de Réalisation Définitive de la Fusion, tous pouvoirs pour, au lieu et place de la SICAV absorbée, intenter et suivre toutes actions judiciaires ou autres, donner tous acquiescements à toutes décisions, recevoir et payer toutes sommes dues en suite des apports effectués au titre de la Fusion ;

(E) sera débiteur des créanciers de la SICAV absorbée, au lieu et place de cette dernière, sans que cette substitution entraîne novation à l'égard des créanciers.

5.3 Déclarations et engagements en matière fiscale

5.3.1 Droits d'enregistrement

La fusion est soumise à l'enregistrement de droit fixe.

5.3.2 Régime fiscal applicable aux actionnaires de la SICAV absorbée

S'agissant des plus-values et des moins-values réalisées lors de l'absorption à l'occasion de l'échange des actions de la SICAV absorbée contre les parts du FCP absorbant, le régime fiscal dépend de la qualité du porteur :

A. Actionnaires personnes physiques résidents : sursis d'imposition (article 150-0 B du Code Général des Impôts) sous réserve que la soulte versée au client le cas échéant soit inférieure à 10 % de la valeur nominale des titres reçus.

Le résultat de l'échange des titres (y compris la soulte) n'est pas pris en compte pour l'établissement de l'impôt sur le revenu (IR) au titre de l'année de la fusion mais pour l'établissement de l'IR au titre de l'année de la cession des titres de l'OPC reçus en échange. Il s'ensuit également que l'opération d'échange de titres n'est pas prise en compte pour l'appréciation du franchissement de seuil de cession en cas de cession d'autres titres du portefeuille.

Lors de la cession ou du rachat ultérieur des parts du FCP reçues en échange, la plus-value est calculée à partir du prix d'acquisition des actions de la SICAV remises à l'échange, le cas échéant, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée.

B. Actionnaires entreprises individuelles soumises à l'impôt sur le revenu selon un régime de bénéfice réel (BIC, BA) : sursis d'imposition. Ils sont traités soit comme des personnes physiques résidentes (affectation des titres au patrimoine privé) ou selon le régime des plus-values professionnelles (affectation des titres à l'actif professionnel).

Dans les deux cas, le résultat de l'échange des titres n'est pas pris en compte pour l'établissement de l'IR au titre de l'année de la fusion, mais pour l'établissement de l'IR au titre de l'année de la cession des titres de l'OPC reçus en échange. Concernant la plus-value professionnelle (PVP) : seule la partie de la PVP correspondant à la soulte éventuellement versée est immédiatement imposable. Lors de la cession ou du rachat ultérieur des parts de l'OPC reçues en échange, la PVP sera calculée à partir de la date et du prix d'acquisition d'origine des parts de l'OPC remises à l'échange.

C. Actionnaires personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés : sursis d'imposition (article 38-5 bis du Code Général des Impôts). Seule la partie de la plus-value correspondant à la soulte éventuellement versée est immédiatement imposable.

Le résultat de l'échange des titres (hors soulte) n'est pas compris dans les résultats imposables de l'exercice de la fusion mais dans les résultats de l'exercice de la cession des titres de l'OPC reçus en échange.

Toutefois, au terme de l'article 209 OA du CGI, l'imposition des écarts d'évaluation des titres d'OPC réduit la portée pratique de ce sursis dans la mesure où les écarts d'évaluation déjà imposés comprennent une partie ou la totalité de la plus-value d'échange résultant de la fusion.

D. Actionnaires organismes sans but lucratif répondant aux conditions de l'article 206-5 du Code Général des Impôts et porteurs non-résidents : ils ne sont soumis à aucune imposition en France du fait de cette opération de fusion (article 244 bis C du Code Général des Impôts).

E. Actionnaires non-résidents fiscaux en France : Sous réserve de l'application des conventions fiscales internationales, les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France ou dont le siége social est situé hors de France et dont la propriété des actions de la SICAV absorbée n'est pas effectivement rattachée à un établissement stable ou à une base fixe située en France, ne seront en principe pas soumises à l'impôt en France à raison des plus-values réalisées lors de l'absorption de la SICAV, à l'occasion de l'échange de leurs actions contre des parts du FCP absorbant.

5.3.3 Taxes annexes

Au regard des taxes annexes, et notamment en ce qui concerne la taxe professionnelle, le FCP absorbant sera, en tant que de besoin, subrogé, à compter de la date d'effet de la Fusion, dans tous les droits et obligations de la SICAV absorbée.

6 Formalités de publicité – Pouvoirs

6.1 Les Parties s'obligent à passer tous actes et à accomplir toutes formalités requis par des dispositions statutaires, réglementaires ou législatives du fait de la signature du Traité et de la mise en œuvre de ses stipulations et notamment :

(A) déposer au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve leur siége social, un exemplaire du Traité ;

(B) insérer un avis sur le projet de Fusion dans un journal d'annonces légales du département du siége social de chacune des Parties ;

(C) requérir des greffiers de procéder aux publications au BODACC.

6.2 Le FCP absorbant et la SICAV absorbée confèrent à Monsieur Laurent BOUIN en sa qualité de Directeur général de la SICAV absorbée et à Monsieur Stéphane CORSALETTI, en sa qualité de Président du Directoire de la société de gestion du FCP absorbant, les pouvoirs les plus étendus à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations prévues au Traité et, en conséquence, établir tous actes confirmatifs, rectificatifs ou accessoires, signer toute déclaration de conformité et accomplir toute formalité qui s'avérerait nécessaire.

7 Droits des créanciers

7.1. En tant que de besoin, il est rappelé qu'en application de l'article L. 236-14 du code de commerce et de l'article 422-101 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, les créanciers dont la créance est antérieure à la publicité qui sera donnée au projet de Fusion conformément aux stipulations de l'article 6 ci-dessus, pourront faire opposition dans le délai prévu par la loi, soit trente jours à compter de la publication de l'avis de fusion dans le BODACC du département du siége social pour les créanciers de la sicav absorbante et quinze jours avant la date prévue pour l'opération pour les créanciers du FCP absorbant.

Cette opposition sera faite devant le tribunal de commerce compétent qui pourra la rejeter, ordonner le remboursement des créances ou ordonner la constitution de garanties.

7.2. Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'opposition fournie par un créancier n'aura pas pour effet d'interdire la poursuite de l'opération de Fusion.

7.3. Au cas où l'apport de l'un des droits, quels qu'ils soient, au titre de la Fusion autoriserait un créancier de la SICAV absorbée à exiger le remboursement immédiat de sa créance, la SICAV absorbée fera les meilleurs efforts pour obtenir dudit créancier une renonciation à l'exercice de ce droit et en justifiera par écrit au FCP absorbant avant la réunion de ses actionnaires visée à l'article ci-dessus.

7.4.

8. Frais

Tous les frais, coûts et débours, impôts, droits et honoraires résultant de la signature et de la mise en œuvre des stipulations du Traité, dont les frais occasionnés par la dissolution de la SICAV absorbée, seront effectués dans le respect de l'article 411-45 du RG AMF.

9. Notifications

Les notifications effectuées au titre du Traité seront adressées aux Parties par lettre recommandée avec accusé réception, comme suit :

Pour la SICAV absorbée:
NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE
3 Avenue Hoche – 75008 Paris
A l'attention de Monsieur Laurent BOUIN

Pour le FCP absorbant:
ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS pour le compte du FCP ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES
3 Avenue Hoche – 75008 Paris
A l'attention de Monsieur Stéphane CORSALETTI

10. Divisibilité – Totalité de l'accord, renonciations et modifications

10.1. Si l'une quelconque des stipulations du Traité se révèle nulle ou non susceptible d'exécution :

(A) la validité des autres stipulations et le fait qu'elles soient susceptibles d'exécution ne seront en aucune manière affectées ni compromises et aucune des Parties ne pourra réclamer de dommages et intérêts à ce titre ;

(B) les Parties négocieront de bonne foi afin de remplacer la stipulation en question par une ou plusieurs stipulations valables et susceptibles d'exécution aussi proches que possible de l'intention commune des Parties ou, si une telle intention commune ne peut pas être déterminée, de l'intention de celle des Parties que la stipulation nulle ou non susceptible d'exécution visait á protéger ;

(C) á défaut d'accord, les Parties désigneront un expert ou, si elles ne peuvent s'accorder sur ce choix, requerront du Président du tribunal de commerce de Paris d'en désigner un ; l'expert substituera á toute stipulation nulle ou non susceptible d'exécution une ou plusieurs stipulations répondant aux exigences mentionnées au paragraphe ci-dessus, étant entendu que les conclusions de l'expert lieront les Parties á compter de la date á laquelle elles leur auront été communiquées.

10.2. Le Traité constitue la totalité des accords entre les Parties en relation avec son objet. Il remplace tout accord ou document antérieur, écrit ou verbal, de quelque nature qu'il soit, que celui-ci ait été simplement communiqué par une Partie á l'autre ou effectivement signé par les Parties.

10.3. Le préambule et les annexes du Traité en font partie intégrante et ont la même portée que toute autre partie du Traité.

10.4. La renonciation effectuée par l'une des Parties au bénéfice de l'une quelconque des stipulations du Traité ne prendra effet que si elle a été notifiée dans les conditions prévues á l'article 9. La renonciation á une stipulation particulière dans une situation particuliére ne constituera pas une renonciation générale á ladite stipulation ni une renonciation à d'autres stipulations dans une autre situation.

11. Loi applicable et juridiction compétente

11.1. Le Traité est soumis au droit français.

11.2. Tous différends nés ou á naître á raison de la validité, l'interprétation ou l'exécution du Traité et, plus généralement, tous différends, quel qu'en soit l'objet ou le fondement, se rattachant au Traité ou qui en seraient la suite ou la conséquence, seront exclusivement portés devant les tribunaux compétents du ressort de la cour d'appel de Paris, même en cas de pluralité de défendeurs, de connexité, de demande en garantie ou de demande en intervention.

EN FOI DE QUOI, le Traité a été signé en six (6) exemplaires originaux,

A Paris,
Le 17 Mai 2017

POUR LE FCP ABSORBANT
ABN AMRO TOTAL RETURN GLOBAL EQUITIES
Par : Stéphane CORSALETTI
Qualité: Président du Directoire d'ABN AMRO INVESTMENT SOLUTIONS
Signature :

POUR LA SICAV ABSORBEE
NEUFLIZE ALLOCATION GLOBALE
Par : Laurent BOUIN
Qualité : Directeur Général
Signature :